

La croissance d'AXA stagne au troisième trimestre

ASSURANCE

Le chiffre d'affaires du deuxième assureur européen est resté stable en raison d'une moindre croissance de l'activité dommages.

Amélie Laurin

La croissance d'AXA a calé au troisième trimestre. L'assureur français a réalisé un chiffre d'affaires de 23,1 milliards d'euros, stable sur un an et d'un trimestre sur l'autre, selon nos calculs réalisés à partir des indicateurs financiers publiés jeudi soir par le groupe.

A la fin du premier semestre, ce dernier affichait encore une croissance de 2%. Ce ralentissement s'explique par une moindre dynamique de l'assurance dommages, qui faisait jusqu'à présent office de moteur de croissance face à la baisse de régime du segment santé, vie, épargne et retraite d'une part, et de la gestion d'actifs d'autre part. AXA souligne que l'activité commerciale est traditionnellement moins forte au troisième trimestre, après les renouvellements de contrats d'entreprise au premier semestre et avant les choix d'épargne des particuliers au dernier trimestre.

Impact de 200 millions d'euros au Mexique

AXA a engrangé 1,4 milliards d'euros de primes dommages au troisième trimestre, un chiffre en progression de seulement 0,9% sur un an. A fin juin, l'activité progressait encore de 5%, soutenue par les hausses de prix imposées par les assu-

reurs, en réaction à l'inflation et à la hausse du coût des sinistres.

En France, l'activité a reculé de 4,5% au troisième trimestre, à 6,4 milliards d'euros selon nos calculs, en raison des difficultés du marché de l'épargne, même si le « succès » du contrat hybride Eurocroissance amortit en partie la décollecte sur les traditionnels fonds en euros et sur les unités de compte.

Mais la dynamique reste forte sur les marchés émergents, principalement en assurance dommages où il est plus facile d'augmenter les prix. L'ouragan Otis, qui vient de dévaster Acapulco, va toutefois coûter environ 200 millions d'euros « avant impôts et net de réassurance » à AXA, numéro trois de l'assurance dommages au Mexique.

Pour autant, « le groupe est en bonne voie pour atteindre son objectif de résultat pour l'année », à savoir un bénéfice opérationnel supérieur à 7,5 milliards d'euros, déclare Alban de Mailly Nesle, directeur financier d'AXA, dans un communiqué. Le groupe a finalisé mardi le rachat de l'assureur santé irlandais Laya Healthcare, pour 650 millions d'euros.

Le groupe indique être « en bonne voie » pour atteindre son objectif de résultat opérationnel de plus de 7,5 milliards d'euros en 2023. Il « anticipe cependant des effets négatifs en lien avec une fréquence des sinistres élevée en assurance santé au Royaume-Uni, des rachats encore importants [en assurance-vie] en Italie, et la sinistralité liée aux catastrophes naturelles au cours du troisième trimestre ».

Face à la tempête Ciaran, le groupe a décidé jeudi d'étendre de cinq à trente jours le délai de déclaration des sinistres, comme la Macif et Covéa. ■

Private equity : CVC décale son entrée en Bourse à 2024

- Les associés de la firme étaient prêts à lancer la plus grosse IPO de l'année en Europe, pour une valorisation de 10 à 15 milliards d'euros
- Mais face à la nervosité des marchés, ils ont décidé de temporiser.

BOURSE

Anne Drif

Ce devait être la plus grosse introduction en Bourse dans le private equity européen et la plus importante de l'année en Europe. L'hypervolonté des marchés a eu raison de la détermination des 39 associés de CVC, pourtant dans les starting-blocks il y a dix jours encore pour se lancer sur les marchés publics. « Ce sera pour 2024, potentiellement pour le deuxième trimestre », indiquent des sources.

Entre les débuts difficiles d'Arm et de Birkenstock à New York et le krach de CAB Payments à Londres, et les derniers renoncements des candidats à la Bourse, forcer le passage aurait été un pari risqué. Aux Etats-Unis, la société de paiement de soins de santé Waystar vient de repousser son projet à 8 milliards de dollars à l'an prochain ; en France, Renault abandonnerait l'introduction d'Ampère s'il ne

peut en tirer au minimum 7 milliards d'euros.

Au printemps 2022, CVC avait déjà dû renoncer à son projet d'IPO, après le déclenchement de la guerre en Ukraine, selon le « Financial Times ». « Il n'est jamais très favorable de rester longtemps dans le marché en vue d'une cotation », estime un investisseur.

Des investisseurs du Golfe et d'Asie

A ce stade, cependant, le principe d'une entrée en Bourse à Amsterdam du poids lourd européen de 177 milliards d'euros d'actifs reste acté. « La question, ce n'est pas de savoir s'ils veulent introduire CVC et s'ils sont prêts à assumer les hauts et les bas. La question, c'est quand ? », dit un connaisseur du dossier.

L'introduction, menée par Morgan Stanley, JPMorgan et Goldman Sachs et initialement prévue pour novembre, devait porter sur 10% du gérant pour une valorisation espérée entre 10 et 15 milliards d'euros, selon des proches du dossier.

L'objectif était d'apporter de la liquidité à certains des actionnaires historiques de CVC. Les investisseurs du Golfe et d'Asie de la firme, après la scission de la banque américaine Citi au début des années 1990 – le fonds souverain de Singapour GIC, la banque centrale de la ville de Hong Kong, le fonds souverain koweïtien KIA – auraient pu céder leurs titres à cette occasion.

Blue Owl, entré au capital début 2022 à hauteur de 8% sur la base de 15 milliards d'euros de valorisation, ne souhaitait en revanche pas vendre ses parts, voire voulait se renforcer.

Depuis l'entrée de l'investisseur américain dans CVC, son périmètre avait évolué. Il venait d'acquiescer le gérant en infrastructures DIF Capital Partners. De quoi accroître le volume des commissions de gestion, qui sont déterminées en pourcentage des actifs gérés, et convaincre les investisseurs en Bourse.

Cependant, tous les flux de revenus ne devaient pas alimenter la société cotée. Seule une partie des

parts de plus-value (« carried interest ») tirées des cessions était concernée.

Le plus gros fonds de LBO de l'histoire

Dans un marché difficile, CVC, actionnaire en France de la Ligue de football professionnel (LFP) et qui a connu son grand succès avec les droits de la Formule 1, a levé cette année un fonds de 26 milliards d'euros en six mois. Il s'agit à ce jour du plus gros fonds de LBO jamais levé dans l'histoire du non coté.

Certains des nouveaux entrants du private equity en Bourse ont connu des débuts difficiles. Après un lancement en fanfare, Bridgepoint a vu son cours baisser de plus de 60% depuis son introduction. Idem pour la société d'investissement en infrastructures Antin sur Euronext. D'autres connaissent de meilleurs parcours. Le suédois EQT affiche ainsi une hausse de plus de 140% depuis son arrivée sur le marché en 2019, même si son cours a cédé 8% depuis janvier. ■



La société d'investissement CVC, actionnaire en France de la Ligue de football professionnel, veut céder 10% de son capital en Bourse.

Face au coup de froid sur les introductions, EQT veut lancer une « Bourse privée »

Après une série d'échecs, l'actionnaire de la Saur pointe les limites des marchés publics pour vendre des actifs. Le gérant veut tester une alternative sous la forme de placements privés réservés à ses 1.100 investisseurs institutionnels.

« Dysfonctionnelles ». Pour Christian Sinding, le patron de la success story suédoise du capital-investissement EQT, les marchés boursiers ne sont plus fiables. « Il y a des défaillances sur le marché des introductions en Bourse, les barrières sont actuellement très élevées », a pointé le dirigeant auprès du « Financial Times ».

Les volumes d'introduction en Bourse sont à leur plus bas depuis la crise financière de 2008 et les échecs se multiplient. Témoin de cette situation, le géant du private

equity européen CVC vient lui-même d'ajourner sa propre introduction en Bourse, initialement prévue au mois de novembre.

Ce ne serait pas un problème si les fonds ne peinaient pas aussi à céder leurs participations à d'autres gérants ou à des industriels. Le marché est grippé sous l'effet de la hausse des taux et les acheteurs n'arrivent pas à s'aligner sur les prix avec les vendeurs.

EQT, pourtant, est probablement l'un des gérants européens ayant le plus profité du soutien des investisseurs en Bourse.

Juste valeur de marché

Christian Sinding a un plan alternatif : la firme actionnaire en France de la Saur veut lancer des placements privés ouverts à ses 1.100 investisseurs institutionnels. A l'instar d'un processus d'introduction en Bourse classique, EQT envisage de mandater des banques

d'investissement pour les sonder et bâtir des carnets d'ordres sur les titres d'entreprises de son portefeuille.

EQT va mandater des banques d'investissement pour les sonder et bâtir des carnets d'ordres sur les titres d'entreprises de son portefeuille.

Les volumes d'ordres d'achat et de vente permettront de fixer une valeur de marché. « Tant que le prix est établi de façon impartiale selon une juste valeur de marché, peu importe que la transaction soit privée, a estimé le dirigeant. Pourquoi aller en Bourse si nous n'en avons pas besoin en réalité ? »

Une petite révolution pour l'industrie du private equity. Jusqu'à présent, les fonds tentaient d'échapper au gel des fusions-acquisitions et à la fermeture des vanes de la Bourse en lançant des fonds dits de « continuation ». Ces véhicules permettent aux gérants de transférer leurs participations dans des fonds « relais » qui accueillent de nouveaux investisseurs institutionnels.

Problème, le gérant du fonds se trouve alors à la fois du côté des institutions existantes et de celui des nouveaux. Difficile donc, dans ces conditions, de garantir à tous le meilleur prix. Et cela induit de nouvelles couches de commissions.

Une « Bourse privée » qui s'appuie sur une très large base d'institutionnels lève cet obstacle, estime EQT. « Ce n'est pas fait encore, mais c'est la prochaine génération », veut croire Christian Sinding.

— A. D.

annonces judiciaires & légales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
COMMUNE D'ARTHIES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Portant sur le projet de révision
du Plan Local d'urbanisme

Conformément au code de l'urbanisme et notamment son article L 153-31, L153-33 et R153-8, au code de l'environnement et notamment ses articles L 122-4, R 122-17 et R 122-18, L123-1 et suivants et R123-1 et suivants, et en exécution de l'arrêté municipal n°2023-09 de M. le Maire de la commune d'Arthies en date du 26 octobre 2023, il est prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Arthies.

Celle-ci se déroulera du **lundi 20 novembre 2023 à 14h00 au mercredi 20 décembre 2023 à 17h00 inclus**.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront consultables à la mairie d'Arthies, rue de la mairie 95420 Arthies le vendredi de 16h00 à 18h00,...

Le dossier de P.L.U. sera également consultable sur le site internet CCVVS à la rubrique : <https://vexinvaldesaine.fr> onglet communauté de commune/ aménagement de l'espace/ téléchargement P.L.U. Arthies, ainsi que sur un poste informatique en mairie, aux jours et heures indiqués ci-dessus.

Pendant toute la durée de l'enquête les observations et propositions du public pourront être :

- Consignées sur le registre d'enquête, disponible en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies aux jours et heures d'ouverture de la mairie ;

- Formulées par courrier portant la mention « enquête publique sur le projet de révision du P.L.U. », à l'attention de M. le commissaire Enquêteur envoyé à l'adresse de la Mairie ;

- Adressées par courriel à l'adresse spécifique revisiondupludarthies@gmail.fr

Elles seront consultables sur le site internet CCVVS à la rubrique : <https://vexinvaldesaine.fr> onglet communauté de commune/ aménagement de l'espace/ téléchargement P.L.U. Arthies

M. PIEDVACHE, commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions au cours de permanences qui se dérouleront le :

- **Lundi 20 novembre 2023 de 14h00 à 17h00** en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies,
- **Samedi 2 décembre 2023 de 9h00 à 12h00** en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies,
- **Mercredi 20 décembre 2023 de 14h00 à 17h00** en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies,

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à la mairie d'Arthies, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet CCVVS à la rubrique : <https://vexinvaldesaine.fr> onglet communauté de commune/ aménagement de l'espace/ téléchargement P.L.U. Arthies

Après examen des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Arthies, éventuellement modifié pour tenir compte des avis précédemment mentionnés, sera soumis à l'avis du conseil municipal.

EP 23-636 / contact@publlegal.fr

La ligne de référence est de 40 signes
en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de fillet à fillet.

Les départements habilités sont 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.